

"La visite à Bruxelles de M. Robert Schuman" dans Luxemburger Wort (19 décembre 1949)

Légende: Le 19 décembre 1949, à l'occasion de la visite de Robert Schuman à Bruxelles, le quotidien luxembourgeois Luxemburger Wort détaille les déclarations du ministre français des Affaires étrangères sur l'éventualité d'un réarmement allemand.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 19.12.1949, n° 353; 102. Jg. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul.

Copyright: (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"la_visite_a_bruelles_de_m_robert_schuman"_dans_luxemburger_wort_19_decembre_1949-fr-e92ebbc3-246d-4e64-9179-a64bded4e301.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

La visite à Bruxelles de M. Robert Schuman

Devant la presse, le Ministre français des Affaires étrangères fit un important exposé sur Fibenel ainsi que sur le problème du réarmement allemand

(De notre correspondant particulier)

Bruxelles, 18 décembre.

Peu après son arrivée à Bruxelles, samedi, M. Robert Schuman, ministre des affaires étrangères de France, a fait d'intéressantes déclarations à la presse, particulièrement sur les problèmes essentiels que constituent Fibenel et le réarmement éventuel de l'Allemagne. Samedi soir, M. Schuman a exposé au public bruxellois comment il conçoit le rôle de l'Allemagne dans la communauté européenne. Cette conférence fut précédée d'une audience réservée au ministre français par le Prince-Régent et suivie d'une réception à l'ambassade de France. Les vues développées par l'éminent homme politique français furent chaleureusement applaudies par un public de qualité au premier rang duquel se trouvaient M. Eyskens, Premier ministre, huit autres membres du gouvernement, les présidents des Chambres, de nombreux parlementaires, M. Als, ministre du Luxembourg, la plupart des ambassadeurs et des ministres des nations occidentales, des Etats américains, de l'Egypte etc.

M. Schuman sera lundi l'invité du monde politique.

Les déclarations que fit samedi matin M. Schuman dans les salons de l'ambassade de France, en présence de M. de Hautecloque, ambassadeur de France et de M. Mallen, attaché de presse, ont retenu l'attention d'une cinquantaine de journalistes belges et étrangers qui s'y pressaient. Le ministre des affaires étrangères de France répondit avec beaucoup de clarté et de netteté aux questions qui lui furent posées.

[...]

— Quelle est la position de la France devant l'éventualité d'un réarmement allemand ?

— L'Assemblée Nationale française s'est opposée, comme vous le savez au réarmement allemand. Nous croyons que nos arguments sont convaincants. Mais la question ne se pose pas maintenant puisque les Allemands eux-mêmes n'en veulent pas. Cette éventualité n'a été agitée que par des articles et des interviews de journaux étrangers. Ce n'est pas un problème concret. Evidemment si des faits nouveaux se présentaient, nous devrions nous pencher sur ce problème, mais ces faits, qui peut les prévoir ? J'estime qu'en ce moment la meilleure garantie de la paix, et nous saurons nous en servir, c'est la présence des Alliés dans toute l'Allemagne occidentale. Cette garantie nous suffit. En 1920, nous n'occupons que la rive gauche du Rhin, aujourd'hui nous occupons un vaste espace.

D'ailleurs est-il raisonnable de parler du réarmement de l'Allemagne quand nous terminons son désarmement ? Nous avons démonté 280 usines de guerre et il nous en reste 45 à démanteler. Enfin, qui fournirait des armes à l'Allemagne ? Les Etats-Unis ? Mais il y a pénurie et nous sommes nous-mêmes demandeurs. Allons-nous nous effacer pour permettre aux Américains de réarmer l'Allemagne ?

— Cependant, il n'est pas d'Europe possible sans intégrer l'Allemagne. Par conséquent il faudra bien tôt ou tard poser le problème du réarmement allemand puisqu'il est inconcevable, qu'en cas de conflit entre l'est et l'ouest, l'Allemagne demeure impassible. Comment envisagez-vous le rapprochement franco-allemand ?

— Je crois, en effet, que l'Europe ne se fera pas sans la présence de l'Allemagne. Mais une réconciliation sera-t-elle facilitée par un réarmement allemand ? Je ne le crois pas. Je suis un homme de l'Est et du Nord, comme vous; je connais bien les Allemands. La jeunesse d'outre-Rhin est aujourd'hui désarmée: lui donner un nouvel uniforme, même européen, pourrait lui rendre le goût de l'hégémonie. Il ne faut réarmer que les pays qui présentent des garanties démocratiques suffisantes. D'autre part, en supposant qu'un conflit éclate, l'Allemagne désarmée ne serait pas un élément impassible de notre défense. Du fait de notre

occupation nous aurions le grand avantage de faire face au premier choc, non pas en Belgique et en France, mais sur le territoire allemand. Telle serait la contribution qu'apporterait l'Allemagne à la défense de l'Occident et elle ne serait pas négligeable.

Aller plus loin, réarmer l'Allemagne, serait dangereux. Nous troublerions la paix en suscitant l'inquiétude. Nous donnerions un motif ou un prétexte à la Russie pour renverser certaines de ses positions. Or, nous avons affaire à des interlocuteurs coutumiers des brusques virages. Ce serait le début d'une nouvelle tension dont nous porterions la responsabilité. Ce serait très grave et je ne vois pas un gouvernement français assumant cette responsabilité. Il est évident que nous ne pourrions cependant admettre que la zone orientale soit réarmée et il nous faut suivre très attentivement ce qui se passe de l'autre côté du rideau de fer. Si les rumeurs relatives à la constitution d'une force de police qui finirait par former une véritable armée en zone orientale — je ne juge pas du fondement de ces rumeurs — s'avéraient exactes, il y aurait peut-être là un de ces faits nouveaux dont je vous parlais tantôt et qui nous amèneraient à revoir nos conceptions sur le réarmement de l'Allemagne. Il nous faut prendre de très grandes précautions en ce domaine et notre propos doit être d'abord d'enlever aux Allemands le goût immodéré des choses militaires et de les intéresser aux objectifs de la paix.

[...]

La visite de M. Robert Schuman a causé en Belgique un vif intérêt. Sa conférence publique a été d'autant mieux accueillie qu'on connaît l'amitié particulière que porte le ministre des Affaires étrangères français aux gens et aux affaires de ce pays. C'est une affection qu'il partage d'ailleurs avec le Luxembourg. Dans les deux pays, on n'a pas oublié non plus les efforts déployés par le sous-secrétaire d'Etat aux réfugiés de mai 1940, pour accueillir les Belges et les Luxembourgeois en exode.

Jean Fosty